

# Les enjeux du travail frontalier

## Les enjeux du travail frontalier

- Au fil des décennies, le Grand Est a **accru sa dépendance au travail frontalier...**
- ... **et inversement**, en particulier pour le Luxembourg (frontaliers = 1/3 des emplois intérieurs)
- Le travail frontalier a d'abord constitué **une alternative au chômage** lors de la crise industrielle (vers l'Allemagne en ce qui concerne la Grande Région), et par la suite il a offert de **nouvelles opportunités d'emploi** avec la tertiarisation de l'économie
- Le travail frontalier joue un **rôle social fort** en permettant à beaucoup de français de rester dans leur territoire d'origine

Le travail frontalier est une **composante structurelle** du marché du travail **de part et d'autre des frontières, en constante évolution !**

➔ Pour autant, de **nombreuses spécificités nationales** subsistent, perçues comme des **freins** au travail frontalier.

Le travail frontalier représente près de 6% de l'emploi total en Suisse en 2015, mais **45% au Luxembourg**.

- La **définition du travail frontalier** diffère entre les pays selon qu'elle est considérée du point de vue de la **sécurité sociale** ou de la **fiscalité des revenus** : un travailleur peut être considéré comme frontalier du point de vue de la sécurité sociale, tout en ne l'étant pas du point de vue de la fiscalité.
  - Peut-on envisager **une harmonisation des définitions** (principe de simplification) ?
  - Le **développement du télétravail**, rendant inutile le franchissement quotidien de frontière, peut-il amener une **révision de la définition du travail frontalier** ?
- Le cas épineux des **carrières doubles** : pour le calcul des pensions **retraite** (différentiel d'âge de départ selon le pays) ou **invalidité** (2 régimes dans l'UE reposant sur des méthodes différentes de calcul).

### D'autres questions se posent : sans le travail frontalier, qu'observerait-on ?

Actuellement, on observe :

- Une **densification des territoires frontaliers** résidentiels :
  - ➔ la **hausse du prix de l'immobilier, des dépenses en matière d'infrastructures et de services**, mais aussi un bénéfice pour les communes sur les impôts locaux et taxes d'habitation, sur la consommation locale (redistribution + emplois de la sphère présenteielle)
  - ➔ avec une **saturation des axes de transport** aux « heures de pointe », mais aussi des opportunités de coopération pour développer les axes de communication (exemple de la LGV Est européenne qui a bénéficié d'un cofinancement collectivités locales/Etat/Grand-Duché/UE)
- Le travail frontalier constitue **une alternative au chômage** dans certains territoires :
  - ➔ Peut-on conclure qu'il évite l'équivalent en nombre de chômeurs ? En cas de disparition du travail frontalier, assisterait-on à un retour massif de frontaliers dans le Grand Est ?
- Les pays frontaliers sont parfois « accusés » de **capter les profils très qualifiés**, manquants aux territoires d'origine :
  - ➔ Le retour des frontaliers dynamiserait-il pour autant l'économie des pays de résidence ?
  - ➔ Peut-on inciter les pays voisins à développer leurs appareils de formation locaux (au Luxembourg notamment)... avec pour objectif de limiter le départ des cerveaux... et peut-être le travail frontalier ?

- Une **harmonisation des régimes et des normes** paraît peu probable  
(modèles culturels, politiques, économiques, sociaux différents)
- Actuellement, les pays et les travailleurs frontaliers **tirent parti des forts contrastes** qui existent entre les territoires !
- Les contextes **démographiques** et **géopolitiques** peuvent bouleverser le fonctionnement des marchés du travail frontalier  
(cas de l'Allemagne qui connaît une démographie défavorable et qui pourrait privilégier l'immigration plutôt que le recourt aux frontaliers pour maintenir et développer son activité économique)
- L'enjeu est plutôt de **trouver collectivement des solutions pour limiter les abus et mutualiser les investissements** :
  - exemple du travail frontalier intérimaire détaché dans le pays de résidence
  - exemple de la contribution financière entre pays